

# Japan Analysis

# La Lettre du Japon

no 2  
décembre 2005

## ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

1. Partenariat nippo-américain : une intégration progressive des deux armées
2. Le PLD fête son cinquantième anniversaire par des réformes
3. Sanctions et nominations : la gestion de l'après-élection
4. La visite du Premier ministre au temple Yasukuni a eu lieu avant le sommet de l'APEC en Corée du Sud.

## POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

Umebayashi Hiromichi, « Ceci n'est plus l'armée américaine basée au Japon », *Sekai*, décembre 2005, pp. 112-122.

Kabe Masaaki, « Il n'y a pas de place à Okinawa pour une nouvelle base », *Sekai*, décembre 2005, pp.123-133.

Honda Shigeru, « Le Japon face à la transformation américaine », *Sekai*, décembre 2005, 132-138.

Asô Tarô, Abe Shinzô, Tanigaki Sadakazu, « Mon projet de réforme du Japon », *Voice*, décembre 2005, pp. 55-69.

## ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

### 1. Partenariat nippo-américain : une intégration progressive des deux armées

Le 29 octobre a eu lieu à Washington une nouvelle réunion des ministres de la défense et des affaires étrangères japonais et américains (2+2) qui a donné lieu à la publication d'un rapport intermédiaire avant la parution du rapport définitif sur la réorganisation des bases américaines, prévue pour mars 2006.

Le comité 2+2 de février 2005 avait retenu des « objectifs stratégiques communs » (la consolidation du partenariat nippo-américain dans les activités internationales de coopération pour la paix et pour la lutte contre le terrorisme, notamment). La déclaration adoptée par le comité lors de sa dernière réunion, intitulée « Transformation et réalignement pour l'avenir », modifie les rôles respectifs des deux armées, améliore leur coopération, et amorce la réorganisation des bases japonaises et américaines.

Le rôle du Japon dans le maintien de la sécurité asiatique est renforcé : le pays se défend et réagit à des situations problématiques dans sa région dans la mesure de ses capacités. Les États-Unis maintiennent leur force de dissuasion. Il est souligné par ailleurs que la puissance de frappe américaine demeure une composante essentielle de la défense japonaise. La coopération des deux armées est approfondie. La défense anti-missile, la sécurité maritime, la reconstruction et l'aide humanitaire, constituent les principaux domaines de coopération.

L'apport du texte réside en outre dans son ébauche de la réorganisation des bases, en discussion depuis 1996 pour Okinawa, afin de répondre d'une part aux attentes des populations locales à proximité des bases américaines, d'autre part aux demandes civiles ou militaires pour l'ouverture de certaines bases américaines à une utilisation mixte (militaire, nippo-américaine, ou civile et militaire).

Le principe directeur du réalignement américain est le maintien de la présence américaine en Asie, essentiel pour le Japon comme pour les États-Unis, et indispensable pour la paix régionale. Il s'agit par conséquent de mieux utiliser les ressources, et souvent, de les mettre en commun. Un centre de coordination des opérations conjointes sera mis en place à la base aérienne de Yokota

(base américaine située dans la région de Tôkyô). La base de Zama (préf. Kanagawa), quartier général de l'armée de terre américaine au Japon, va accueillir le quartier général du 1<sup>er</sup> corps d'armée basé à Fort Lewis. Les FAD terrestres y établiront leur commandement central. Celui des FAD aériennes, actuellement à Fuchû (proche de Tôkyô), sera désormais situé à Yokota (Tôkyô), base dont l'espace aérien sera à terme ouvert à un usage civil en prévision de l'expansion de l'aéroport de Haneda en 2009. A Okinawa, les bases aériennes de Kadena et de Hansen, notamment, doivent devenir accessibles aux FAD.

L'allègement de la présence américaine à Okinawa, destiné à diminuer les nuisances sonores endurées par la population et à rétrocéder des terres, conduira au déplacement de la base de Marines de Futenma, décidé en 1996. Cette base sera remplacée par une piste construite dans la baie de Henoko, près de la base Schwab. Le porte-avion de la base aérienne d'Atsugi sera transféré à celle d'Iwakuni où sont déjà basés des Marines. Le 3<sup>ème</sup> corps expéditionnaire de Marines sera transféré à Guam : sept mille Marines seront ainsi amenés à quitter Okinawa. Les forces américaines basées à Hawaï, à Guam et à Okinawa devront constituer des unités projetables rapidement en cas de crise.

#### **Points clés du rapport intermédiaire du comité consultatif de sécurité<sup>1</sup>**

- Améliorer les capacités de l'Alliance nippo-américaine, tout en allégeant le poids de la prise en charge des bases sur les communes hôtes ;
- Renforcer la coopération des commandements, permettre aux FAD l'accès des bases américaines, multiplier les exercices conjoints ;
- Moderniser la structure de commandement de Zama (préf. Kanagawa) ; y transférer le quartier général du 1<sup>er</sup> corps d'armée de Fort Lewis (I Corps) ;
- Installer le commandement central des FAD (en voie de création) à Zama ;
- Installer le commandement des FAD aériennes sur la base de Yokota (Tôkyô) ; y créer un centre conjoint de coordination ;
- Transférer le porte-avion de la base Atsugi à celle d'Iwakuni (préf. Okinawa) ;
- Transférer la base de Futenma à proximité de celle de Schwab (Okinawa) ;
- Transférer 7000 Marines d'Okinawa à Guam.

<sup>1</sup> D'après « Jieitai no yakuwari wo kakudai beigunsaihen chûkanhokoku happyô », *Asahi*, 29 octobre 2005.

Peu après la publication de ce rapport du comité 2+2, M. Bush a entamé une tournée asiatique qu'il a ouverte par le Japon. Dans une conférence de presse conjointe, le 16 novembre à Kyoto, les deux chefs d'état ont souligné l'importance qu'ils accordent à l'Alliance. M. Bush a évoqué en termes chaleureux ses affinités personnelles avec M. Koizumi. Les efforts du Japon en Irak ont été salués une nouvelle fois, opportunément car le mandat des forces arrive à terme le 14 décembre. M. Koizumi a, pour sa part, évoqué une relation privilégiée et un partenariat sans égal avec les États-Unis, pour souligner que le renforcement de l'Alliance permettrait au Japon d'améliorer ses relations avec les pays du monde entier, à commencer par ceux d'Asie.

**Points forts et tensions dans les relations nippo-américaines<sup>2</sup>**

25 septembre 2001 : après les attentats du 11 septembre, M. Koizumi annonce que l'armée japonaise fournira un soutien arrière aux troupes américaines en Afghanistan.

19 février 2002 : au Congrès américain, le président Bush appelle au renforcement de l'Alliance nippo-américaine face à la menace la lutte anti-terroriste

24 décembre 2003 : le Japon adopte un embargo sur le bœuf américain après le premier cas de « vache folle »

1<sup>er</sup> septembre 2004 : décret de détachement en Irak d'un corps de FAD terrestre en repérage

8 juin 2004 : le Premier ministre annonce que les FAD feront partie de la force internationale déployée en Irak

13 août 2004 : un hélicoptère s'écrase à proximité de base de Futenma, sur un campus universitaire

21 septembre : déclaration de M. Koizumi devant l'assemblée générale des Nations unies annonçant que le Japon est candidat à l'obtention d'un siège de membre permanent

9 décembre : le mandat des FAD en Irak est renouvelé pour un an

3 mars 2005 : la chambre des Représentants américaine adopte un projet de loi prévoyant des sanctions à l'égard du Japon, en réplique à l'embargo sur le bœuf américain

12 juillet 2005 : devant l'Assemblée générale des Nations unies, le président américain déclare ne pas soutenir le projet de résolution du G4

8 décembre 2005 : le mandat des FAD en Irak est renouvelé d'un an

12 décembre : levée conditionnelle de l'embargo sur le bœuf américain

Sources : Mofa, *Asahi*, *Mainichi*, *Yomiuri*, FPCJ (en japonais), *Kantei*, USPacom.

**2. Le PLD fête son cinquantième anniversaire par des réformes**

Le parti libéral démocrate a fêté son cinquantième anniversaire le 22 novembre (une semaine après la date anniversaire du 15 qui coïncidait avec le mariage de la princesse Sayako et de M. Kuroda) en dévoilant un nouveau projet de révision constitutionnelle et de nouveaux objectifs.

Le Premier ministre a, dans le discours qu'il a donné pour ouvrir ces célébrations, rappelé les réformes de l'ère Meiji (1868-1912) et celles de l'après-guerre, « auxquelles le peuple a été sacrifié et qui ont coûté de nombreuses vies »<sup>3</sup>, pour souligner que le Japon entrait dans la troisième phase réformatrice de son histoire. En cette période mouvementée, il incombait au parti, tant que l'on était en paix, de réaliser les réformes nécessaires pour faire face aux changements du monde<sup>4</sup>.

Une « déclaration du cinquantenaire », de nouveaux principes généraux et une nouvelle conception du rôle du parti viennent remplacer les textes fondateurs antérieurs. La déclaration constitutive de 1955 faisait référence à la période de l'après-guerre (le parti devrait à l'intérieur, stabiliser la démocratie et assurer le bien-être du peuple ; à l'extérieur, rétablir l'autonomie et le rétablissement de la paix par plusieurs traités). Des trois « principes généraux » retenus alors (démocratie ; pacifisme ; selon le critère du bien-être public, favoriser l'avènement d'une nation prospère et d'un peuple stable en préparant des plans économiques fondés sur la créativité individuelle et la libre entreprise), deux, la démocratie et le pacifisme, trouvent leur place dans la « nouvelle déclaration » : le PLD se définit désormais comme « un parti qui, fondé sur la démocratie, aime la paix et la liberté ».

<sup>2</sup> D'après : « Mitsugetsu koji fushin no nichibei », *Yomiuri*, 17 novembre 2005.

<sup>3</sup> *Asahi*, 22 novembre 2005

<sup>4</sup> *Mainichi*, 22 novembre 2005.

La « conception nouvelle » du parti en fait un parti libéral et démocrate, qui contribue à la paix dans le monde afin de protéger la sécurité nationale, à la lutte contre la pauvreté, contre les maladies et l'action en faveur de la protection de l'environnement ; qui poursuit des réformes de long terme et vise à promouvoir la culture et la tradition japonaises.

Le nouveau programme du parti lui assigne pour objectifs l'adoption d'une nouvelle constitution et d'une nouvelle loi fondamentale sur l'éducation, pour « former des Japonais qui aient de grandes aspirations et qui, dans une société dont la famille est la cellule de base, aiment leur pays et leur région » ; la réforme de l'État et des administrations, celle du système social ; la sécurité (alimentaire, énergétique, face au terrorisme). L'accent est mis aussi sur l'importance de la recherche face à la compétition internationale ; sur le respect de l'environnement ; enfin, sur l'épanouissement personnel.

Le parti avait par ailleurs choisi la date symbolique de cet anniversaire pour dévoiler son projet de réforme constitutionnelle qui se démarque du consensualisme relatif des deux principaux projets publiés jusqu'à présent par le parti, en novembre 2004 et en avril 2005.

Le nouveau projet de Constitution annonce en préambule que le peuple japonais approuve la valeur symbolique de l'empereur. La souveraineté populaire, le libéralisme, le respect des droits fondamentaux, le pacifisme et la coopération internationale sont des valeurs immuables. Les Japonais éprouvent à l'égard de leur pays et de la société amour et sentiment de responsabilité et doivent les défendre.

L'article 9 est intitulé « pacifisme ». Son premier alinéa est proche de l'art.9§1 actuel : le Japon renonce à jamais à la force ou à l'usage de la force comme mode de règlement des conflits internationaux. L'alinéa suivant régularise la situation des FAD en indiquant : « pour garantir la paix ou l'indépendance nationale, ou la sécurité du Japon ou de son peuple, il détient une armée de légitime défense dont le Premier ministre est le chef suprême. » Un nouvel alinéa dispose ensuite que l'armée de légitime défense peut, en des termes définis par la loi, intervenir dans des missions internationales pour garantir la paix et la sécurité internationale dans le cadre d'une opération internationale, intervenir dans des situations d'urgence pour préserver l'ordre public, ou pour défendre la vie ou la liberté

d'un peuple. En pratique, le déploiement des FAD est par conséquent autorisé en toutes circonstances. La place laissée au législateur atteste par ailleurs de la volonté du PLD de se libérer dans la mesure du possible des contraintes constitutionnelles de fond comme de forme.

La population demeure opposée à une réforme de l'article 9 à laquelle la majorité de la classe politique est désormais ralliée. Malgré son écrasante victoire, le PLD qui détient 295 des 480 sièges de la chambre des Représentants, et 113 des 242 sièges de la chambre des Conseillers, ne peut réformer sans le Kōmeitō pour obtenir la majorité des deux-tiers de chaque chambre exigée par l'art. 96 de la Constitution (il lui faudrait même à la chambre haute, obtenir les votes d'une partie du parti démocrate).

Selon un sondage du *Mainichi shimbun*, 58% des personnes interrogées sont favorables à une réforme constitutionnelle, et 62% sont contre l'abandon dans l'article 9 de la clause sur la renonciation à la guerre et le maintien d'un potentiel militaire<sup>5</sup>. Le PLD sait qu'il doit forger un consensus national favorable à la réforme avant de l'entreprendre.

Cet anniversaire, conjugué à la secousse créée par les élections de septembre, entraîne en outre l'adoption de réformes qui transforment le fonctionnement interne du parti pour donner davantage de pouvoir au bureau central du PLD face à celui des départements.

Sources : *Jimintō, Asahi, Yomiuri*.

### **3. Sanctions et nominations : la gestion de l'après-élection**

Les membres du PLD qui n'ont pas respecté la discipline de parti dans le vote de la réforme de la Poste<sup>6</sup> se sont vus infliger des sanctions qui marquent une rupture la volonté de M. Koizumi de renforcer le leadership central face aux potentats locaux.

Sur les treize Représentants membres du PLD qui n'étaient pas ses candidats officiels aux élections de septembre et qui ont été élus comme indépendants, onze ont finalement voté la réforme de la Poste (un a voté contre,

<sup>5</sup> *Mainichi*, 27 novembre 2005.

<sup>6</sup> Rejetée par la chambre haute le 8 août et adoptée après les élections, le 14 octobre.

le dernier s'est absenté). Tous ont été invités à quitter le parti.

Les quatorze Représentants qui n'avaient pas voté la réforme lors du premier vote et qui, s'étant présentés comme indépendants, n'ont pas été élus, ont connu le même sort. Les trois membres du PLD qui ont renoncé à se présenter aux élections face aux candidats soutenus par leur parti ont reçu un blâme.

Quant aux Conseillers qui ont voté la réforme lors de son second passage, mais s'y étaient opposé lors du premier, deux ont été privés des financements du parti pour une année, dix-sept ont été suspendus de leurs fonctions au parti pour un an, et un a été invité à quitter le parti<sup>7</sup>.

Outre les élus qui n'ont pas respecté ses consignes de vote, l'état-major du parti sanctionne également les directions des bureaux locaux qui ont soutenu ces candidats sortants malgré la désignation par le parti d'autres personnalités comme ses candidats officiels. Les élus qui se sont présentés face aux candidats officiels du Jimintô ont de fait bénéficié du soutien des antennes locales du PLD, constituées de leurs anciennes équipes qui, pendant les élections, ont sapé la campagne du candidat officiel, et qui depuis, se sont montrées récalcitrantes à toute coopération avec le vainqueur.

Le secrétaire général du parti, M. Takebe, a en outre annoncé que les candidats du parti aux élections régionales et pour l'élection des exécutifs locaux ne seraient plus choisis par les antennes locales, mais par le bureau central, comme c'est en principe le cas des candidats aux législatives.

Cet ensemble de mesures tend à renforcer la centralisation du Jimintô et la concentration du pouvoir entre les mains du bureau central face aux antennes locales et aux associations qu'elles constituent au niveau régional.

Par ailleurs, pour diminuer l'influence des factions, onze nouveaux postes de sous-secrétaires vont être créés. Ils viendront s'ajouter aux dix-neuf existants et ne seront pas pourvus par les chefs de faction<sup>8</sup>. La durée des mandats de président du comité politique et des commissions spéciales du PLD

va être allongé à deux ans, et le nombre des commissions, réduit à quinze<sup>9</sup>.

Néanmoins, les factions ont la vie dure : l'ancienne faction Hashimoto vient de se doter d'un nouveau chef, Tsushima Yûji. La faction de Yamazaki Taku a pour sa part accueilli deux nouveaux membres, ce qui fait d'elle la quatrième du parti. Enfin, la moitié des quatre-vingt trois nouveaux élus du PLD qui ne faisaient pas partie d'une faction est en train d'en rejoindre une<sup>10</sup>.

Dans le gouvernement formé après les élections, quatre membres sont sans appartenance factionnelle dont M. Koizumi lui-même ; la faction Mori, avec quatre postes, est bien représentée (avec, notamment, le poste de porte-parole du gouvernement) ; l'ancienne faction Hashimoto a trois portefeuilles, la faction Tanigaki, deux, la faction Kôno également, celle d'Ibuki Bunmei (ancienne faction de Kamei Shizuka) et celle de Nikai Toshihiro, un chacune.

Source : *Mainichi, Yomiuri, Asahi.*

#### **4. La visite du Premier ministre au temple Yasukuni a eu lieu avant le sommet de l'APEC en Corée du Sud.**

Pour la cinquième fois depuis qu'il est Premier ministre, M. Koizumi s'est rendu au temple Yasukuni à titre privé, a-t-il été précisé cette fois, le 17 octobre, premier jour du festival d'automne du temple. Le président sud-coréen devait aller à Tokyo en décembre, pour rendre à M. Koizumi sa visite à Séoul de juin dernier, les deux chefs d'état ayant établi la pratique d'une navette diplomatique qui les réunit deux fois par an. Cette visite sera vraisemblablement reportée à l'année prochaine.

Les deux chefs d'état se sont néanmoins rencontrés en marge du sommet de l'APEC, le 18 novembre, en Corée du Sud. Ils ont évoqué le Yasukuni et le président sud-coréen a estimé que les dirigeants japonais se livraient avec son pays à une « guerre des symboles » par leurs visites régulières à ce temple. M. Koizumi a rappelé qu'il ne s'agissait en aucun cas de glorifier la guerre passée ou de la légitimer, mais que par leurs visites, les hommes politiques et le peuple japonais

<sup>7</sup> *Asahi*, 29 octobre 2005.

<sup>8</sup> *Yomiuri*, 6 novembre 2005.

<sup>9</sup> *Yomiuri*, 8 novembre 2005.

<sup>10</sup> *Mainichi*, 26 novembre 2005.

signifiaient leur résolution de ne jamais refaire la guerre, tout en montrant de la compassion pour les personnes tombées dans les combats. Pour sa part, le président Hu Jintao a refusé d'avoir un entretien avec M. Koizumi<sup>11</sup>.

Le ministre des Affaires étrangères sud-coréen a déclaré, dans l'entretien qu'il a eu le 14 avec son homologue japonais, qu'il souhaitait que son peuple puisse croire les dirigeants japonais lorsqu'ils exprimaient leurs excuses et leurs regrets<sup>12</sup>. Par ailleurs, la visite du ministre des Affaires étrangères en Chine, prévue pour le 23-24 octobre, a été suspendue à la demande de celle-ci.

Le leader du parti démocrate, M. Maehara, a critiqué l'absence de vision nationale dont faisait preuve de Premier ministre par ces visites, et lui a reproché d'avoir bloqué tout dialogue stratégique et global avec la Chine<sup>13</sup>. Chez les parlementaires, ces visites font beaucoup de réticents, y compris chez les proches du Premier ministre. Y. Mori, président de la ligue parlementaire nippon-coréenne, était en Corée le 10 novembre. Il a tenté, en vain, de convaincre le président sud-coréen de venir au Japon avant la fin de l'année<sup>14</sup>.

L'opinion est très partagée l'appréciation de cette visite « privée » : 46% se dit convaincue, 45% ne l'est pas<sup>15</sup>. Selon le même sondage, 65% des personnes interrogées sont inquiètes de l'impact de ces visites sur les relations avec la Corée du Sud et la Chine. Un autre sondage révèle que 58% des Japonais estiment que le débat sur la responsabilité japonaise dans la Seconde Guerre mondiale a été insuffisant ou très insuffisant<sup>16</sup>.

Le dernier « pèlerinage » de M. Koizumi est survenu peu de temps après un arrêt de la cour d'appel d'Osaka considérant ces visites comme contraires au principe constitutionnel de séparation de l'Église et de l'État. Cent quatre-vingt huit personnes dont cent seize Taiwanais demandaient réparation à l'État, au Premier ministre et au temple pour préjudice moral subi lors des trois visites effectuées de

2001 à 2003. La cour a estimé, dans son arrêt du 30 septembre, que le Premier ministre s'y rendait de manière officielle et que, par conséquent, cette activité, de nature religieuse, était interdite par la Constitution : poursuivre ces visites malgré les critiques formulées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur donnait l'impression que ce temple bénéficiait d'un soutien particulier de l'État, ce qui revenait à promouvoir une religion spécifique<sup>17</sup>. La cour n'a pas admis l'existence d'un préjudice donnant droit à réparation. Il s'agissait là du premier arrêt d'inconstitutionnalité rendu par une cour d'appel.

La création d'un lieu de mémoire destiné aux morts pour la patrie et dépourvu de connotation religieuse fait débat. M. Koizumi et M. Abe qui fait figure de meilleur successeur depuis sa nomination comme porte-parole du gouvernement, n'y sont pas favorables<sup>18</sup>. L'association des familles des soldats décédés qui demeure, malgré le déclin du nombre de voies qu'elle représente un lobby de poids par sa contribution aux activités du PLD, pas davantage. M. Abe a affirmé que le gouvernement serait attentif à l'évolution de l'opinion.

Sources : *Yomiuri, Asahi*.

## POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

**1. Umebayashi Hiromichi\***, « Qu'est devenue l'armée américaine basée au Japon ? » [« Koreha mohaya zainichi beigun dehanai »], *Sekai*, décembre 2005, pp. 112-122 (entretien).

*Quelles fonctions remplissent aujourd'hui les troupes américaines basées au Japon ? M. Umebayashi, spécialiste des bases américaines, ne les trouve pas indispensables à la sécurité du Japon ou de l'Asie. Il expose ses vues dans cet entretien.*

*A quoi sert aujourd'hui la présence des troupes américaines au Japon ? Comment l'alliance nippon-américaine évolue-t-elle sous l'action de la réorganisation de l'armée américaine ?*

Ce qui est frappant, c'est le décalage croissant entre l'objectif affiché et les conditions réelles

<sup>11</sup> A l'approche du sommet des chefs d'état de l'Asean+3 (12-13 décembre), la Corée et la Chine ont annoncé que leurs présidents ne tiendraient pas de rencontre trilatérale ou bilatérale avec M. Koizumi.

<sup>12</sup> *Yomiuri*, 15 novembre 2005.

<sup>13</sup> *Yomiuri*, 20 octobre 2005.

<sup>14</sup> *Yomiuri*, 10 novembre 2005.

<sup>15</sup> *Asahi*, 19 octobre 2005.

<sup>16</sup> *Yomiuri*, 27 octobre 2005.

<sup>17</sup> *Asahi*, 1<sup>er</sup> octobre 2005.

<sup>18</sup> *Yomiuri*, 19 novembre 2005.

\* Auteur de *L'armée américaine basée au Japon (Zainichi beigun)*, Iwanamishoten (2002).

de l'occupation, puis de la résidence au Japon des troupes américaines. La base légale de la présence américaine est le traité de sécurité de 1960. Selon ce texte, deux fonctions incombent à l'armée américaine : la première est de défendre le territoire japonais en cas d'attaque comme s'il s'agissait d'une attaque contre les États-Unis eux-mêmes. La réciproque n'est pas vraie pour le Japon, à moins que cette attaque ne vise les installations américaines au Japon. Pour les États-Unis, cette disposition n'avait aucun intérêt. C'est pourquoi l'armée américaine basée au Japon a une autre fonction : préserver la paix et la sécurité en Extrême-Orient. C'était faire du Japon leur ligne de défense face au communisme, et, en bonne logique, l'Extrême-Orient était l'étendue nécessaire à leur activité de défense du Japon. Le gouvernement japonais a donné de cette disposition l'interprétation suivante : il s'agissait de la région qui s'étendait au nord des Philippines. En dépit de cela, en vertu d'une interprétation « étirée », les troupes basées au Japon ont été envoyées au Vietnam (1964). Lors de l'intervention en Irak, la ministre des Affaires étrangères japonaise, Mme Kawaguchi, a affirmé qu'une intervention en Irak des troupes basées au Japon sur la base du traité ne présentait pas de difficulté (24 mars 2003). Comme pour l'interprétation de la Constitution, il y a eu avec les bases américaines au Japon un discours officiel (*tatema*) sans rapport avec la situation de fait (*hon*ne).

*Les troupes américaines protègent-elles le Japon ?*

Dans la mesure où le Japon n'a pas impliqué directement dans une guerre, on peut penser qu'elles protègent la paix du Japon. Mais on ne peut pas être certain que ce soit grâce à leur présence que le Japon ait été préservé des guerres. Je pense qu'elles auraient plutôt mis la paix du Japon en péril et que l'article 9 et les efforts du ministère des Affaires étrangères ont joué pour tenir le Japon à l'écart des guerres.

*Quelle logique militaire sous-tend la présence des troupes ?*

Du point de vue de l'armée américaine, il lui faut, en tant que gendarme du monde, des relais intermédiaires qui lui permettent d'aller dans tous ses recoins. Mais du point de vue de l'alliance de sécurité avec le Japon, avoir 500 000 hommes ici n'a pas de sens si on la limite à l'Extrême-Orient : les bases de Hawaï permettent de patrouiller cette région.

Quelle que soit la guerre, les États-Unis prennent le temps de se préparer, et d'envoyer des États-Unis les bataillons importants. Pour montrer leur présence, les États-Unis envoient le porte-avion qui est le plus proche de la zone. On ne peut pas prétendre que parce qu'elles sont au Japon, les forces peuvent être déployées immédiatement.

*Que font ces troupes au Japon, dans ce cas ?*

La raison essentielle est que cela permet aux États-Unis de décaler une partie des coûts sur le pays d'accueil. Lorsque le directeur de l'agence de Défense Kanemaru Shin a mis en place le « budget de sympathie », en 1978, il s'agissait que le Japon prenne en charge les salaires des employés japonais des bases. Aujourd'hui, le Japon paie la consommation d'énergie et l'équipement des bases. Le gouvernement japonais supporte des frais de plus de 230 Mds de yens chaque année. On ne renonce pas aisément à une telle somme ! (...)

La conception même des bases américaines a changé : elles ne sont plus là pour intervenir autour du Japon, mais deviennent progressivement une armée basée au Japon qui a vocation à se déployer partout dans le monde.

Dans un document intitulé *National Defense Strategy of the United States of America*<sup>19</sup>, il est écrit que les traités qui sont restrictifs, comme l'est le traité nippo-américain, posent problème et qu'il faut tendre à un usage plus souple des bases. L'administration japonaise répond à cela que vouloir modifier le traité n'est pas réaliste. On essaie par conséquent de gérer la transformation américaine dans le cadre fourni par le traité actuel.

En octobre 2004, le secrétaire d'État américain M. Powell et le ministre des Affaires étrangères japonais M. Machimura se sont mis d'accord sur une position stratégique commune. Sur la transformation, une stratégie en trois étapes a été tracée : 1. La définition d'objectifs stratégiques communs ; 2. La clarification des modalités de coopération et de la répartition des tâches des forces américaine et japonaise ; 3. Une décision sur le commandement américain et la réorganisation des bases. Cela est en cours de réalisation.

<sup>19</sup>[www.defenselink.mil/news/Mar2005/d20050318nds1.pdf](http://www.defenselink.mil/news/Mar2005/d20050318nds1.pdf)

(...) Concrètement que fait-on de l'armée américaine basée au Japon ? Les FAD assument une part croissante des tâches qui incombaient à l'armée américaine. Il y a eu un projet symptomatique de cette évolution avec la base de Futenma qu'on a envisagé à un moment donné de placer sous contrôle japonais. On sort progressivement de la réflexion sur la transformation des bases pour évoluer vers leur utilisation commune. Selon ce projet, la base aurait été utilisée par les FAD, mais, en période de crise, l'armée américaine aurait pu s'en servir sans qu'on lui fasse obstacle. Cela demandait non seulement un nouvel état d'esprit de la part de l'armée américaine, mais une évolution de l'alliance elle-même. Par les nouvelles lignes de défense entrées en vigueur en décembre 2004, les FAD auraient pu répondre aux demandes américaines. Les deux armées se seraient trouvées sous le même commandement. Les États-Unis ne veulent pas que les Japonais soient seulement en position d'obéir. Par le biais de la responsabilité partagée, ils espèrent permettre aux FAD de se mouvoir d'elles-mêmes. [Ce projet a été abandonné, mais on évolue dans ce sens.] Or, on ne peut pas s'émanciper ainsi d'un cadre théorique que les Américains ont eux-mêmes fixé.

*Le Japon finit par dire « oui » aux États-Unis qui le poussent à se prendre en charge ? A poursuivre la transformation sans modifier le texte du traité, l'écart entre le droit et la pratique va se creuser de plus en plus...*

Les FAD sont de plus en plus associés à la stratégie mondiale de l'armée américaine. Par l'aide qu'il fournit, le Japon est maintenant aux avant-postes de la lutte contre le terrorisme. Le risque que nous devenions nous-même sa cible s'est accru.

Beaucoup d'hommes politiques prétendent que le Japon ne peut pas avoir un rôle actif sur la scène internationale à cause de l'article 9 de la Constitution. En réalité, c'est grâce à la contrainte de l'article 9 que la diplomatie japonaise est à même de résister aux États-Unis.

**Kabe Masaaki\*\***, « Il n'y a pas de place à Okinawa pour une nouvelle base » [« Okinawa ni aratanakichiwotsukuru yochi ha nai »], *Sekai*, décembre 2005, pp.123-133.

---

\*\* Professeur à la faculté de droit de l'université des Ryūkyū.

*Le réaménagement des bases américaines avait pour objectif essentiel, du point de vue du Japon, d'alléger le poids de l'Alliance sur Okinawa qui abrite 75% des troupes américaines basées au Japon. Cet objectif a finalement eu peu de poids face à l'intérêt stratégique d'Okinawa, explique l'auteur.*

#### L'armée américaine et Okinawa

La transformation de l'armée américaine a commencé avec la publication du rapport quadriennal de révision de la politique de défense (*Quadrennial Defense Review Report*) du 30 septembre 2001. (...) La stratégie mise en œuvre dans l'invasion de l'Afghanistan a été la première mise à l'épreuve de la stratégie poursuivie par D. Rumsfeld d'intégration globale des trois forces réformées. Concernant Okinawa, la transformation américaine visait à réduire la présence des forces qui s'y trouvaient.

#### Une répartition des tâches déterminée par la distance

Il faut 21 jours à une flotte pour franchir les 5 600 miles marins qui séparent le continent américain d'Okinawa. Les 1 800 miles du continent américain à Hawaï se parcourent en 7 jours et les 4 000 miles de Hawaï d'Okinawa, en 14 jours. Il y a 1 100 miles de Guam à Okinawa. Okinawa se trouve ainsi à 3 semaines du continent américain, à 2 semaines de Hawaï et à 3 ou 4 jours de Guam. Il faudrait envoyer 5 000 avions des États-Unis pour réunir une force similaire. Depuis le Japon, les CH53 qu'utilisent les Marines peuvent atteindre le sud de la Corée, la mer de Bashi qui se trouve entre Taiwan et les Philippines, et des provinces chinoises.

Ce sont les troupes basées au Japon qui ont été envoyées en Indonésie en décembre 2004. Ce ne sont pas elles en revanche qui ont été en Afghanistan et sont intervenues dans la phase initiale de la guerre d'Irak : ces forces provenaient du continent américain. 5 000 des 12 000 Marines d'Okinawa ont été envoyés en Irak.

#### « Maintenir la force de dissuasion en diminuant la pression locale »

Cette expression est de M. Koizumi (septembre 2004). La priorité a finalement été donnée au maintien et au renforcement de la force de dissuasion, plutôt qu'à la réduction du poids des bases sur les collectivités locales. C'est ce qu'ont décidé M. Rumsfeld et M. Machimura

pendant le Symposium organisé en juin 2005 à Singapour entre ministres de la Défense de l'Asie-Pacifique par l'*International Institute for Strategic Studies*<sup>20</sup>. En février 2005, douze personnalités (parmi lesquelles Miyazato Seigun, Agarie Nariyuki, Ôshiro Tatsuhiro<sup>21</sup>) ont cherché à mobiliser l'opinion autour de trois idées : la fermeture de Futenma, l'abandon du projet de transfert à Henoko, et qu'en contrepartie de la réduction de la présence des forces ne soit pas demandé un transfert vers une autre partie d'Okinawa. Ils ne sont pas parvenus à susciter un mouvement de l'opinion. Un sondage effectué sur la population d'Okinawa par un journal local révèle néanmoins qu'elle souhaitait à 80% que la base soit déplacée hors de l'île ou du pays.

En janvier, puis en novembre de l'année prochaine auront lieu les élections du maire de Nago et du gouverneur d'Okinawa. La position initiale du gouvernement japonais était qu'il n'était pas possible de construire une nouvelle base à Okinawa, mais les discussions se sont finalement orientées vers une concentration des bases, en contrepartie du départ de la 3<sup>ème</sup> force expéditionnaire des Marines. Les bases ne seront pas le seul enjeu de ces élections, mais il est vraisemblable que la population fera connaître son opinion à ce moment-là. [Mais tiendra-t-on compte de son opinion ?] Elle l'a exprimée déjà à l'occasion de deux référendums locaux, qui ont eu lieu en septembre 1996 et en décembre 1997 à Nago. Dans le premier, 96% de la population s'est prononcée pour un resserrement de la superficie des bases et pour le changement des accords locaux y afférant ; dans le deuxième, 52,85% de la population était opposé à la construction de nouvelles installations. L'accord SACO (*Special Action Committee on Okinawa*) signé en 1996 tentait de répondre aux résultats du premier référendum, mais les difficultés rencontrées ont entraîné sa suspension. Le deuxième référendum n'a pas eu davantage d'effets : le gouverneur élu peu après a approuvé la construction en question. Les deux gouvernements, japonais et américains, persistent à heurter la réalité locale.

<sup>20</sup> [www.iiss.org/shangri-la.php](http://www.iiss.org/shangri-la.php)

<sup>21</sup> Respectivement professeur à l'université Dokkyô (Saitama) et président de l'association « Okinawa face au monde », professeur de psychologie sociale à l'université de Meiô (Okinawa), et ancien conservateur du musée régional d'Okinawa.

**Honda Shigeru<sup>\*\*\*</sup>, « Le Japon face à la transformation américaine » [« Beigunsaihen no agesoko to sagesoko »], Sekai, décembre 2005, 132-138.**

*Dans les négociations nippo-américaines sur le réaménagement des bases, les États-Unis ont sans doute eu quelques secrets pour le Japon (l'auteur donne l'exemple du déplacement du Kitty Hawk). Néanmoins, avec les aménagements entrepris, le Japon est associé très étroitement à la stratégie de défense américaine.*

A l'automne 2003, les sommets nippo-américains sur la transformation ont commencé. Les États-Unis ont distingué des objectifs à 5 ans, et des objectifs à plus de 5 ans. Les premiers étaient : 1. transférer le quartier général du 1<sup>er</sup> corps de l'armée de terre de Fort Lewis (É. De Washington) à Zama ; 2. fusionner la 5<sup>ème</sup> unité de l'armée de l'air (5<sup>th</sup> Air Force) basée à Yokota avec la 13<sup>ème</sup> unité basée à Guam (13<sup>th</sup> Air Force) ; 3. déplacer le quartier général de l'armée de l'air américaine au Japon de la base aérienne de Yokota à celle de Zama.

Les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> de ces objectifs ont par la suite été abandonnés (le 2<sup>ème</sup>, sur l'insistance du Japon). Néanmoins, le déplacement du commandement terrestre qui est au cœur de tout corps de mission intégré, atteste que le Japon n'est plus tant l'objet de la protection américaine, qu'un élément de sa stratégie dans la perspective éventuelle d'une guerre préventive contre un État qui présenterait une menace. Déplacer au Japon le 1<sup>er</sup> bataillon, dont le rayon d'action couvre l'arc d'instabilité soulevait la question de la révision du traité de sécurité. Le gouvernement japonais a fait connaître son refus en septembre 2004.

Les États-Unis ont produit cette année un projet de réorganisation de leur armée de terre qui adopte le principe de petites unités de commandement, les *Units of employment*. Le Japon va, comme la Corée, en accueillir une, et, comme aucune autre de ces unités n'est prévue en Extrême-Orient, il est probable que cette unité-ci revête un rôle important en matière de commandement stratégique.

Quant aux objectifs de plus long terme, il s'agissait : 1. du transfert de la base de

<sup>\*\*\*</sup> Fonctionnaire de l'agence de Défense, auteur de « L'armée qui ne peut pas se battre – L'agonie des FAD qui s'étoffent » (*Tatakaenai guntai – hidaika suru jieitai no kumon*), Kôdansha (2005).

Futenma à Henoko ; 2. le déplacement du porte-avion Kitty Hawk d'Atsugi à Iwakuni. Il est peu probable que le transfert de Futenma se fasse sans protestation de la population locale. Quant aux raisons qui ont conduit les États-Unis à vouloir déplacer le Kitty Hawk, elles n'ont pas été confiées au Japon. Le dialogue qui a eu lieu pour Zama contraste avec les cachotteries (*honke kakushi*) qu'on lui a faites avec le Kitty Hawk.

Le renforcement de l'union entre les deux armées conjugué au projet de révision constitutionnelle signifie que le jour n'est plus loin, où les FAD feront usage de la force.

**Asô Tarô, Abe Shinzô, Tanigaki Sadakazu (interviews), « Mon projet de réforme du Japon » [« Watashi no nihon kaikaku an »], Voice, décembre 2005, pp. 55-69.**

*Les trois meilleurs candidats à la succession de M. Koizumi font le bilan de ses quatre ans et demi de gouvernement et révèlent leur personnalité en présentant leur vision du Japon.*

Actuel ministre des Affaires étrangères, **Asô Tarô** est favorable aux visites au Yasukuni : « Il est impensable de ne pas célébrer par les plus grands honneurs les personnes qui ont donné leurs vies pour le pays. Des figures historiques se sont rendues au Yasukuni. Yoshida Shigeru m'y a emmené plusieurs fois. Le 15 août n'a aucune signification du point de vue du temple. J'y suis allé l'année dernière pour le festival de printemps. C'est la cinquième fois que le Premier ministre y va, et je trouve qu'il a cette fois choisi le bon jour. Si j'étais Premier ministre, je n'irais pas le jour de la défaite, le 15 août, mais plutôt pendant les grands festivals d'automne ou de printemps du temple, ou pour l'anniversaire de la marine, le 27 mai. »

L'opposition des « pays de la région » paraît exagérée : « On parle de la région, mais il s'agit en réalité de la Corée du Sud et de la Chine, seulement. Singapour, la Malaisie, la Thaïlande ne font pas le même genre de choses. Je ne pense pas que les relations avec la Chine et la Corée s'amélioreraient parce qu'un Premier ministre dirait « je ne vais pas aller au Yasukuni ». Les médias en parlent trop ici. Cette fois encore, ils ont retransmis la visite du Premier ministre en direct : cela donne une fausse impression. »

Interrogé sur son appréciation des réformes menées par M. Koizumi, Asô Tarô considère que le Jimintô a su se réformer et faire des propositions de réformes : « Tout d'abord, les médias rendent mal compte d'une chose, c'est que le Jimintô a beaucoup changé. Il a compris qu'il ne pourrait pas conserver le pouvoir sans se réformer. Il y a quatre ans, le Jimintô a réalisé une enquête sur les attentes de la population. On s'attendait à ce que la lutte pour l'emploi ou la croissance arrive en première position, mais c'est la sécurité qui arrivait largement en tête. En outre, 60% des sondés acceptait une augmentation de la TVA d'un pourcentage variable. 51% acceptait une augmentation de 10% par exemple. Les personnes de plus de 60 ans, qui souvent ne sont plus assujetties à l'impôt sur le revenu et ne paient que la TVA, se montraient particulièrement réceptives. Je me suis dit que le sens de l'intérêt général était élevé au Japon. Le Jimintô a su s'adapter à son époque. »

La décentralisation, dont M. Asô a été chargé comme ministre des Affaires générales, figure au premier plan des projets qu'il souhaite voir aboutir : « Il s'agit de réduire les coûts administratifs et d'améliorer l'allocation des fonds. Non qu'il ne faille plus faire de travaux publics. Il y a certes eu des abus, on a construit des autoroutes où ne passent que les animaux sauvages, mais il y a des investissements à faire notamment dans les télécommunications. »

La loi fondamentale sur l'éducation doit être réformée : elle a été transposée telle qu'elle de celle d'autres pays ; il conviendrait qu'elle reflète davantage les caractéristiques de la nation japonaise.

La Constitution doit sans aucun doute être réformée, particulièrement dans son art. 9§2 sur le maintien d'un potentiel de guerre, pour le mettre en accord avec l'époque. La situation internationale est radicalement différente aujourd'hui de ce qu'elle était lorsque la Constitution a été rédigée. En outre, elle doit être rédigée dans un japonais magnifique et la rédaction du texte ne doit pas être confiée à des fonctionnaires. Il faudra, certes, sur ces deux derniers projets, obtenir l'assentiment du Kôméitô, mais c'est un parti qui a beaucoup changé ces derniers temps.

M. Asô voit un Japon dont le gouvernement serait « petit, mais fort ». Une société vieillissante, dont la population diminue, n'est pas problématique en soi : la société japonaise ne sera pas « une société vieillissante

appauvrie, mais une société âgée dynamique (*katsuryokuaru kōreikashakai*). Les pays forts sont les pays qui attirent les riches, et le Japon a beaucoup d'attraits. La sécurité en est un. L'absence de discrimination raciale en est un autre : les Japonais ne font pas de distinctions entre les étrangers (*sic*). Le Japon est un pays où l'on a envie d'investir, mais on redoute qu'il ne soit envahi par la Corée du Nord ou par un autre pays. Pour éviter qu'on ne se dise cela, il faut devenir un pays qui soit petit, mais fort. »

**Abe Shinzō**, nouveau porte-parole du gouvernement et ancien secrétaire général du Jimintō, répond de manière similaire sur les visites au Yasukuni : « La visite du Premier ministre, le 17 octobre, était une très bonne chose. Les visites le 15 août ont commencé avec le Premier ministre Miki Takeo (1974-1976). Les Premiers ministres avant lui s'y rendaient plutôt aux festivals d'automne ou de printemps. C'était le cas de mon grand-père, Kishi Nobusuke, notamment. Tout chef d'état se doit de rendre hommage aux personnes qui sont mortes pour le pays et de prier pour le repos de leurs âmes les mains jointes. »

Sur les réactions des pays de la région, M. Abe rapporte les propos du Président indonésien Yudhoyono qui considérait comme parfaitement normal qu'un chef d'État prie pour les personnes mortes pour la patrie. Quant à la Corée du Sud et à la Chine, ces deux pays ne se trouvent pas dans une situation identique vis-à-vis du Japon : « La Corée du Sud n'a jamais été en guerre avec le Japon. Il y a le problème de l'occupation et de la conscience historique, mais les deux pays partagent les mêmes valeurs démocratiques et leurs échanges tant économiques que culturels, prospèrent. Pour ce qui est de la Chine, il y a un contexte qui est celui d'une éducation nippophobe, et les problèmes que nous avons ne sont pas de l'ordre de ceux qui peuvent se régler rapidement. La suspension des visites au Yasukuni n'y changerait par conséquent pas grand' chose. Le Japon doit avoir une vision d'ensemble de l'Asie, renforcer le partenariat nippo-américain et se rapprocher de cet autre centre de croissance qu'est l'Inde, de l'Australie, de l'Indonésie – pays qui occupent une position centrale dans l'Asean et qui élisent désormais son président au suffrage universel. La Russie n'est plus l'Union soviétique et on pourrait abandonner la politique qui tend à obtenir la signature d'un traité de paix. Il faut accélérer la signature d'Accords de libre échange (FTA) et d'Accords de partenariat économique (EPA). Avec une telle approche

globale de l'Asie, la politique de la Chine à l'égard du Japon devra bien évoluer aussi. »

Sur les réformes de M. Koizumi, M. Abe estime que le gouvernement est parvenu à avancer la réforme structurelle et à retirer à la bureaucratie le rôle de leader décisionnel (*kanshudō*) qu'elle détenait depuis 60 ans. « Avec la réforme de la Poste, par exemple, nous sommes parvenus à donner une partie de ce pouvoir au peuple (*kan kara min he*). Nous étions dans une organisation quasi-socialiste. Il faudrait aller encore davantage vers l'économie de marché. La compétitivité de l'économie japonaise a été améliorée par ces mesures. (...) Il faut poursuivre la réforme structurelle et supprimer le handicap qui pèse sur les entreprises japonaises en déréglementant et en réformant le système fiscal. » La réforme du système de santé et de la sécurité sociale, et l'un de ses aspects, la réforme du système médical, sont très importantes également. A cet égard, Mme Thatcher, au Royaume-Uni, avait probablement été trop loin et il ne s'agit pas pour le Japon d'importer le modèle anglo-saxon, mais de trouver le juste équilibre pour lui. »

Dans le domaine de la politique étrangère, M. Abe estime que le vote de la loi sur le terrorisme (2001), et de la loi de déploiement en Irak (2003), notamment, ont été de beaux résultats.

Sur la réforme constitutionnelle, M. Abe souhaite ramener les Japonais à la politique. « L'un des moyens de le faire est la réforme constitutionnelle. Cette constitution n'a pas été rédigée par les Japonais mais par le *General Head Quarters*. Une constitution n'est pas un texte sacré, elle a vocation à permettre à la population de vivre bien dans son époque. »

Quel pays M. Abe aimerait-il construire ? « Un pays dont les habitants soient fiers d'y être nés. À quelles conditions est-on fier de son pays ? S'il est actif culturellement, s'il est fort économiquement, et s'il a les capacités de se défendre. Il faut encore que ce pays s'implique dans la communauté internationale en partageant les valeurs du monde, en protégeant la liberté et la démocratie. »

**Tanigaki Sadakazu**, ministre des Finances depuis septembre 2003, remarque qu'il y a toujours eu, sur les visites au Yasukuni de Premier ministres, un débat pour savoir si elles étaient privées ou publiques. « M. Koizumi a

clairement dit qu'il y allait en tant qu'individu. Il y a bien des personnes qui prétendent qu'un Premier ministre n'a plus de vie privée, mais alors le Premier ministre ne pourrait pas même se rendre sur la tombe de ses ancêtres. Dès lors que cette distinction est faite, il ne devrait plus y avoir de problèmes à l'avenir. » Quant à savoir si lui irait, s'il devenait Premier ministre, il serait présomptueux de répondre dès lors qu'il ne l'est pas encore. « Nous avons avec tous les pays de la région des relations très anciennes. Jamais les échanges économiques n'ont été plus vigoureux et pour qu'ils se maintiennent, les relations bilatérales doivent être amicales. Les chefs d'état doivent de part et d'autre garder cela en mémoire et exercer leur jugement pour ne pas nuire à ces relations. On surréagit quand on n'a pas confiance en soi. Si on a du respect pour les valeurs que les ancêtres transmettent, on respecte également les traditions de l'autre. On ne peut bien entendu pas dire à la Chine « si vous faisiez comme nous [et respectiez vos traditions] », mais on peut essayer d'avoir des relations matures. »

« M. Koizumi a été obligé d'en recourir directement au peuple sur la réforme de la Poste, mais la démocratie directe, qui court-circuite le Parlement, n'est pas idéale. Les hommes politiques se doivent en principe de discuter calmement et de trouver un terrain d'entente qui satisfasse la majorité. La réforme de la Poste était un tabou, tout comme le sont les factions. Elles ont leurs avantages, mais elles ont aussi l'inconvénient de créer des groupes de pression chez les membres de la Diète (*zokugin*). »

« Lorsqu'on parle de réforme constitutionnelle, on pense immédiatement à l'article 9, mais ce n'est pas le seul point qui appelle réforme. Il faut adapter le texte aux changements du pays, voir de quelle manière la Diète peut au mieux contrôler l'administration, réfléchir à l'organisation de la Justice comme contre-pouvoir. »

Concernant les réformes économiques, « deux facteurs ont poussé à la mise en œuvre de la réforme structurelle : le vieillissement de la population et la croissance de la Chine et de l'Inde. A Pékin, a eu lieu un sommet du G20 en octobre 2004 (réunion des ministres des Finances et des gouverneurs de banques centrales de vingt pays) : on ne peut plus ignorer l'Afrique ou le Brésil. Parmi ces pays [qui se développent rapidement], certains ont une main d'œuvre peu chère, d'autres ont beaucoup de matières premières. Le Japon

doit réagir à cette « mégacompetition ». Les Japonais travaillent bien, ont une technicité avancée, accordent de l'importance à la connaissance et sont enthousiastes : il faut valoriser ces qualités. »

« On ne pourra pas échapper à une réforme du système fiscal. Beaucoup on le sentiment qu'il est inégalitaire à l'heure actuelle. Les salariés qui sont prélevés à la source, se demandent si les travailleurs indépendants ne s'en tirent pas mieux qu'eux. La réforme fiscale et la réforme structurelle devront être les priorités de tout futur Premier ministre. Lorsqu'on parle de réforme structurelle, on s'imagine parler d'une loi de la jungle à l'américaine où émergent des géants comme Bill Gates et où les petits sont écrasés. Mais, le conservatisme accorde de l'importance à la famille et aux communautés locales. Il serait souhaitable de construire un pays où les individus font confiance à l'État. (...) Si les Japonais n'ont pas confiance en l'histoire et la culture de leur pays, ils ne peuvent pas avoir un comportement apaisé (*ochitsuita taido*) à l'égard de leur pays. Pour être apprécié de la communauté internationale, il faut une culture décomplexée<sup>22</sup> qui peut résister [aux autres], c'est sans doute vers cette idée d'une « grande nation », dans le vrai sens du terme, qu'il nous faut tendre. »

---

<sup>22</sup> Culture (en anglais dans le texte) est à prendre ici au sens large.